

LISTES DEMOCRATES ET CENTRISTES

SIX ANS D'ACTION AU SERVICE DE
LA VIE QUOTIDIENNE DES FRANCILIENS

BILAN et PROPOSITIONS
ILS EN PARLENT – NOUS L'AVONS FAIT

L'action des conseillers régionaux du groupe Démocrates et centristes entre 2004 et 2010 a été constamment inspirée par trois volontés :

- ◆ Des initiatives concrètes au service de tous
- ◆ Le choix de la proximité
- ◆ La prise en compte des besoins quotidiens des Franciliens sans à priori idéologique

1- Des initiatives pour répondre aux besoins quotidiens des Franciliens

Le développement des crèches

La garde des enfants en bas âge est un problème pour trop de parents résidant en Ile-de-France.

Pour permettre l'augmentation rapide du nombre de berceaux proposés le groupe Démocrates et Centristes a proposé dès octobre 2005 un dispositif d'aide financière.

Cette proposition a dans un 1er temps été rejetée par les groupes socialiste et communiste... pour être reprise dans un second temps par la majorité régionale !

L'aide au permis de conduire

En octobre 2009 les élus Centristes proposent une aide financière de 600 euros ciblée sur les jeunes de 16 à 25 ans en démarche d'insertion ou de pré-qualification.

L'UMP vote contre !

Agence francilienne du logement

Le 25 octobre 2007, Pierre LE GUERINEL propose la création d'une Agence régionale du logement consistant en un guichet unique permettant la centralisation de l'information à destination des demandeurs de logement.

Les socialistes et les Verts votent contre ; l'UMP s'abstient !

Amélioration des transports

La carte « seniors »

En juin 2004, le Groupe propose une « carte seniors » pour permettre aux retraités, dès 55 ans, et qui n'ont pas encore droit à une tarification spécifique, de bénéficier d'une réduction de 50% sur le prix des transports.

La Gauche vote contre !

Les voies réservées aux transports collectifs

En décembre 2007, le groupe propose de réserver un certain nombre de bandes d'arrêt d'urgence aux transports collectifs sur les axes principaux de la région pour éviter les engorgements du matin et du soir.

La Gauche et les Verts votent contre !

L'ouverture du métro le week-end

En décembre 2008, les élus Démocrates et Centristes proposent l'ouverture des lignes de métro la nuit le week-end
L'UMP refuse de voter et la Gauche vote contre !

Amélioration de la sécurité

Le groupe démocrate et centriste intervient en décembre 2009 pour rappeler deux choses :

- d'une part l'Etat ne respecte pas ses engagements en matière de commissariat et de gendarmeries : dès les années 1990, les élus centristes avaient proposé et obtenu un partage de la charge financière : la région financerait les bâtiments et l'Etat financerait les effectifs. Cet accord n'a pas été tenu, l'Etat n'ayant pas rempli sa part du contrat.
- d'autre part la sécurité est une priorité dans les transports en commun et les lycées et demande en conséquence le maintien des crédits destinés à ces secteurs.

Le choix de la proximité : une région et des collectivités fortes au service de leurs habitants

Très attaché à l'autonomie des collectivités, le groupe Démocrate et Centriste refuse d'abord la recentralisation par l'Etat.

C'est pourquoi, dans l'intérêt des Franciliens, nous nous opposons

au projet de Grand Paris tel qu'il est présenté

- ◆ un projet autoritairement imposé sans réelle concertation avec la Région, les départements et les communes ;
- ◆ un projet qui privilégie la logique financière et économique au détriment des hommes et des femmes qui vivent en Ile-de-France ; une fois de plus l'économique s'impose au politique.
- ◆ un projet de transport totalement déraisonnable sur le plan financier : sa réalisation – très peu vraisemblable – mobilisera tous les crédits disponibles au détriment de l'entretien de l'existant et des investissements indispensables pour améliorer les dessertes quotidiennes du plus grand nombre.

A la mise sous tutelle de la Région voulue par l'Etat

- ◆ Mise sous tutelle financière avec la perte de l'autonomie fiscale (réforme de la taxe professionnelle) ;
- ◆ Mise sous tutelle juridique : dans le cadre du Grand Paris, les collectivités locales perdent une large part de leur pouvoir d'aménagement de l'espace.

aux inégalités qui accompagnent ces projets

- ◆ **inégalités entre les territoires** : la logique des choix de Ch. Blanc conduit à favoriser quelques zones franciliennes au détriment de toutes les autres ;
- ◆ **inégalités entre les personnes** : l'inégalité géographique ne fera que renforcer les inégalités sociales ; ce sont toujours les mêmes qui vivront les problèmes d'emploi, de transport et de manque de services publics.

C'est pour défendre l'équité entre les franciliens et entre les territoires que nous avons finalement voté le schéma d'aménagement de la région Ile-de-France (SDRIF).

Le groupe Démocrates et Centristes dénonce le refus de l'Etat de transmettre le projet de SDRIF au Conseil d'Etat ;

Après avoir refusé une version initiale trop marquée par une vision idéologique de la ville, les élus Démocrates et Centristes ont adopté la dernière version du SDRIF avec la majorité régionale en septembre 2008.

La prise en compte des besoins des Franciliens sans a priori idéologiques

Les élus Démocrates et Centristes ont voté les projets, d'où qu'ils viennent, dès lors qu'ils leur semblaient répondre à de vrais besoins pour les habitants de la Région.

Lycées :

Nous avons suivi de près les opérations de rénovation, de restructuration et de construction des lycées et Chantal Brault par ses nombreuses interventions, a dénoncé la lenteur de la réalisation du plan pluriannuel des travaux : dans les Hauts de Seine, 16 ont été livrées ; 14 sont en cours de réalisation. Elle a obtenu un plan de réhabilitation, extension du lycée Lakanal, avec une première phase d'urgence votée de 20 millions d'€.

CFA, Formation professionnelle :

Nous avons voté tous les crédits d'investissement pour les CFA et pour les missions locales.

Nous avons soutenu les dispositifs de formation et d'insertion professionnelle en regrettant l'absence d'une politique volontariste dans ce domaine qui manque de lisibilité pour les Franciliens.

23 communes des Hauts de Seine ont un CFA, pour 44 formations ; nous avons souligné la nécessité de réformer l'enseignement par l'apprentissage et la formation en alternance afin de les adapter aux besoins du marché de l'emploi et de rapprocher les apprentis des entreprises et artisans.

Transports :

Nous avons soutenu le plan de mobilisation pour les transports, voté le contrat entre le département des Hauts de Seine et la région et Chantal Brault a regretté qu'il soit exclusivement centré sur un seul volet, à savoir le développement des tramways (T1 et nouvelle liaison Croix de Berny-Clamart), s'interrogeant sur l'absence de certaines infrastructures attendues : par exemple au projet de TCSP Meudon-Boulogne (via les terrains Renault).

Nous avons interpellé en question d'actualité le Président du Conseil régional sur la paralysie pendant 15 jours du RER A

Nous avons dénoncé une politique bornée d'une partie de la majorité qui refuse de s'occuper des routes alors qu'en grande couronne 80% des voyages se font en automobile faute de transports collectifs suffisants.

Logement :

Nous avons voté tous les crédits affectés à la création ou réhabilitation de 242 000 logements et 8000 logements pour les étudiants. Nous avons voté les dispositifs pour les actions foncières, mais constamment dénoncé l'éparpillement des acteurs qui concourent à l'offre de logements, l'absence de coordination et le manque de dispositifs pour le logement des classes moyennes ; pour assurer cette coordination nous avons proposé la création d'un Institut du Logement, proposition qui a été rejetée par la majorité.

Développement économique, emploi :

Nous avons soutenu les dispositifs en faveur des TPE/PME, le renforcement du financement des fonds de prêts et des fonds de garantie, le capital risque, les microcrédits et OSEO, nous avons voté le dispositif pour l'aide à la filière automobile, mais nous avons estimé que cette aide n'était pas à la hauteur des enjeux et reprenait trop de dispositifs existants sans les adapter à la crise et à la reconversion des chômeurs du secteur.

Environnement :

Nous avons voté les crédits pour AIRPARIF, BRUIPARIF, les Plans régionaux d'élimination des déchets, en demandant qu'ils soient assortis de plans d'action budgétés rapidement.

• Nous avons dénoncé l'adoption tardive de l'agenda 21 pour la région.

• Nous avons insisté sur l'urgence d'un audit énergétique des lycées anciens et voté le principe de lycées Kyoto, à valeur THQE.

Crèches :

• Nous avons voté toutes les places en crèche qui nous ont été soumises.

Aménagement :

Nous avons voté tous les contrats ruraux, régionaux subventionnant les communes ou intercommunalités pour le financement de leurs investissements
Nous avons voté au final le SDRIF avec nos amendements acceptés.

Enseignement supérieur - Recherche :

Nous sommes favorables à l'implication de la Région dans les investissements universitaires.

(Bâtiment des langues de Nanterre). Nous votons les soutiens aux Domaines d'intérêt majeur et les aides financières aux pôles de compétitivité présents sur le territoire des Hauts-de-Seine.

Sécurité :

La majorité étant divisée sur le sujet, nous avons apporté notre soutien pour que la Région sécurise les abords des lycées, aide l'Etat à construire ou moderniser des postes de police.

Développement social et santé :

Nous avons été favorables à l'implication de la région dans ce domaine vu l'accroissement de la pauvreté et des situations précaires en IDF mais l'action régionale manque de cohérence, d'objectifs et de plan d'ensemble dans ce domaine.

Culture, sports, loisirs, tourisme :

Nous avons apporté notre soutien au développement des bases de loisirs, à la politique du Livre, aux aides aux manifestations culturelles ou sportives d'intérêt régional.

Si la création de points d'accueil dans les aéroports a été une bonne mesure, la région doit développer ses pôles d'attraction dans toute l'Île de France et notamment dans les Hauts-de-Seine.

Budget :

Nous avons appelé à l'évaluation des politiques de subventionnement, réclamant les diagnostics et les bilans tirés de ces aides

Nous nous sommes opposés à l'augmentation des impôts votée en début de mandat et à une augmentation mal contrôlée des dépenses de fonctionnement. Le groupe démocrate et centriste a appelé à une croissance vraiment maîtrisée des dépenses de la région.